



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

Arrêté du 23 juillet 2025 portant mise en demeure à la société SCHROLL de respecter les dispositions applicables à ses installations à PFASTATT

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment, son article L. 171-8 I,

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE),

VU l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des ICPE,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2019 portant autorisation à la société SCHROLL Sas à Pfastatt, d'étendre son centre de tri, transit, regroupement et traitement de déchets,

VU la visite d'inspection du 5 juin 2025,

VU le rapport de l'inspection de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées relatif à la visite d'inspection sus-visée,

Considérant que l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé indique que *«l'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées »*,

Considérant que la visite d'inspection du 5 juin 2025 a constaté que l'état des matières stockées était actualisé mensuellement sur la base d'un inventaire mensuel, qu'elle ne pouvait être représentatif en cours de mois de l'activité du site, que l'état des stocks n'était pas exhaustif notamment en ce qui concerne les déchets d'équipements électriques et électroniques et que cela ne reposait pas sur les données précises établies par les pesées à l'arrivée sur site et les bordereaux de suivi de déchets, que cela constitue une non-conformité,

Considérant que le point 3.5 de l'annexe I de l'arrêté du 6 juin 2018 susvisé indique que *« L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins, de manière quotidienne. [...]»*,

Considérant que la visite d'inspection susvisée a constaté que l'état des déchets stockés était actualisé mensuellement sur la base d'un inventaire visuel, que les bons de pesées n'étaient pas pris en compte, y compris pour les batteries au lithium (déchets dangereux), que cela constitue une non-conformité,

Considérant que l'article 11 de l'arrêté du 22 décembre 2023 susvisé indique que *« les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium [...] sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions »*,

Considérant que la visite d'inspection du 5 juin 2025 a constaté que l'entreposage des batteries au lithium ne pouvait garantir l'absence d'endommagement par des opérations de manutention, que cela constitue une non-conformité,

Considérant que l'article 1.2.4.1. de l'arrêté préfectoral portant autorisation, du 17 mai 2019 susvisé indique qu' *« un éloignement minimum de 10 m entre les différents îlots de stockage extérieurs »* est nécessaire,

Considérant que la visite d'inspection du 5 juin 2025 a constaté que l'entreposage des batteries au lithium à moins de 10 mètres d'un autre îlot de stockage constitué d'hydrocarbures et d'huiles, que cela constitue une non-conformité,

Considérant que l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2019 indique que *« tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. »*

Considérant que la visite d'inspection du 5 juin 2025 a constaté que l'entreposage de cuves de type IBC sans rétention associée, que ces cuves contenaient selon l'exploitant des huiles végétales usagées, que ces huiles sont susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols, que cela constitue une non-conformité,

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du code précité : *«Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent Code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.»*,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

la société SCHROLL, désignée par « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 6 rue de Cherbourg à STRASBOURG, est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées rue de l'Imprimé ZI Texpark à PFASTATT (68120).

Article 2 : état des matières stockées

dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé :

«[...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...] ».

Article 3 : état des déchets d'équipements électriques et électroniques

dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes du point 3.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé :

« [...] En compléments du registre prévu au point 3.4 de l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins, de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition de l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets. [...] »

Article 4 : entreposage des batteries au lithium – absence d'endommagement

dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé :

« [...] Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions. [...] ».

Article 5 : entreposage des batteries au lithium – distance d'éloignement

dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 1.2.4.1 de de l'arrêté préfectoral du 17 mai 2019 susvisé :

« Les distances d'isolement suivantes sont à respecter :

[...]

- un éloignement minimum de 10 m entre les différents îlots de stockage extérieurs.

[...] ».

Article 6 : rétention

dans un délai d'un mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 17 mai 2019 susvisé :

« I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

[...] » .

Article 7:

faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code précité.

Article 8 :

le secrétaire général de la préfecture et le directeur de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à la société SCHROLL.

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le directeur de cabinet,
secrétaire général suppléant

signé

Thomas DIMICHELE

Délais et voie de recours :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.